



Appel à la mobilisation Pour une transformation démocratique des systèmes alimentaires basée sur la souveraineté alimentaire

Exiger des systèmes alimentaires pour la démocratie et la transformation sociale,
écologique, économique et culturelle!

La souveraineté alimentaire maintenant!

Nous, petits producteurs de denrées alimentaires, paysans, consommateurs, travailleurs, pêcheurs, collectionneurs, pasteurs, Peuples Autochtones et Peuples Ancestraux des écosystèmes marins, femmes, personnes issues de la diversité des genres et jeunes agriculteurs, qui luttons pour la souveraineté alimentaire, lançons cet appel à l'action. Nous commencerons nos mobilisations le 16 octobre 2023, Journée mondiale de l'alimentation, et continuerons jusqu'à ce que nous atteignons notre [Forum mondial de Nyéléni](#) pour la souveraineté alimentaire en 2025, en nous joignant à tous ceux qui s'opposent aux politiques publiques soutenant le système du pouvoir des entreprises transnationales, qui menace nos peuples et sape nos droits et nos moyens de subsistance.

Nous reconnaissons notre interconnexion sociale, politique et écologique à l'échelle mondiale. Nous sommes confrontés à une période de déstabilisation des institutions et des systèmes sociaux et écologiques qui soutiennent les moyens de subsistance de la majorité des peuples et des communautés du monde. Nous nous unissons pour nous élever contre les forces de droite et les forces autoritaires qui cherchent à démanteler la démocratie. Nous résistons aux hiérarchies oppressives, au racisme, à la colonisation et au capitalisme.

C'est un moment crucial pour nous de développer collectivement notre lutte pour la transformation des systèmes alimentaires. Ces systèmes doivent être fondés sur la justice et le respect des droits économiques, culturels, sociaux et environnementaux, ainsi que de tous les autres droits fondamentaux. En particulier, nous reconnaissons et défendons les droits interdépendants et collectifs propres aux Peuples Autochtones. Nous devons nous battre pour changer les systèmes afin de prendre soin des personnes et de la planète, sur la base de l'agroécologie, de la souveraineté alimentaire et de la justice sociale, économique, climatique et de genre. Ensemble, ils favorisent le bien-être de tous et la continuité de l'humanité et de la Terre nourricière.

Pourquoi lançons-nous cet appel à l'action ?

Le monde est dans une tourmente sans précédent et nous sommes tous confrontés à des crises profondément enracinées et qui se chevauchent. Le "Rapport mondial sur les crises alimentaires 2023" confirme que "258 millions de personnes ont été confrontées à des niveaux aigus de faim en 2022, contre 193 millions en 2021 et 155 millions en 2020¹".

Les politiques néolibérales et la promotion de l'agriculture industrielle n'ont pas réussi à éliminer la faim et la pauvreté dans le monde. La concentration du pouvoir politique entre les mains d'un petit nombre de gouvernements et de l'élite des entreprises a en fait rendu nos systèmes alimentaires et politiques moins résistants aux chocs, ce qui a accru leur fragilité et creusé le fossé entre les élites dominées et le reste de la population qui vit dans un état croissant de pauvreté et de violence. De même, ces acteurs influencent de plus en plus les institutions internationales, y compris les organes et agences des Nations unies, rendant le système des Nations unies lui-même inefficace dans son action et constituant un espace pour imposer des politiques qui s'inscrivent toutes dans la logique du néolibéralisme et la mythologie de la numérisation, sans imposer de limites au pouvoir du capital financier.

Grâce à la domination d'un petit nombre de gouvernements et à l'influence directe du Forum économique mondial (FEM) et d'autres espaces politiques (non gouvernementaux) de haut niveau, les entreprises ont lentement réussi à transformer les principes et les pratiques de gouvernance des institutions des Nations unies, y compris l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les conséquences négatives sont multiples dans toutes les régions et menacent de plus en plus non seulement la vitalité des systèmes alimentaires des Peuples Autochtones et des communautés rurales dans le monde, mais aussi la légitimité et la mission de ces institutions publiques.

Pendant ce temps, les Peuples Autochtones, avec leurs droits uniques et ancestraux sur leurs territoires, les mouvements sociaux et les organisations communautaires continuent de promouvoir une production alimentaire saine grâce à l'agroécologie. Nous nous battons sans relâche contre l'accaparement et la dépossession des ressources naturelles. Malgré nos efforts, nous sommes toujours confrontés à la criminalisation de nos luttes, ce qui conduit à la disparition tragique et à l'assassinat de nos dirigeants, y compris de nos jeunes et de nos femmes défenseurs des droits de l'homme.

La souveraineté alimentaire exige un changement de système

Le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire a été constitué en 1996, il y a 27 ans, et a joué un rôle dynamique dans l'évolution vers la justice sociale, culturelle, environnementale et économique et vers la souveraineté des peuples. Nous avons

¹ 2023 *Global Report on Food Crises: Joint Analysis for Better Decisions* (Rome: Food Security Information Network and Global Network against Food Crises, 2023), pp. 7, 17, <https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC2023-hi-res.pdf>

obtenu une plus grande reconnaissance politique du rôle critique joué par les petits producteurs alimentaires dans l'alimentation de la majorité de la population mondiale. Nous avons combattu le modèle économique néolibéral qui a entraîné une précarisation croissante des petits producteurs et des autres travailleurs, imposé des régimes de libre-échange non réglementés et injustes, et marchandisé la vie elle-même. Nous avons obtenu la reconnaissance politique des droits des petits producteurs de denrées alimentaires et des droits uniques des Peuples Autochtones, qui sont désormais inscrits dans plusieurs cadres, de la sphère locale à la sphère internationale. Il est temps d'aller d'avancer.

Depuis le début de notre mouvement, nous avons exprimé notre opposition à la transformation de la nourriture en marchandise. C'est pourquoi nous nous sommes battus pour que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne s'occupe plus d'agriculture ; nous nous sommes opposés à la "révolution verte" et à l'agriculture industrielle à grande échelle, responsables de la dégradation de l'environnement, de la prolifération de produits agrochimiques toxiques et d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Nous avons contribué au système multilatéral des Nations unies et l'avons renforcé afin de garantir le droit humain à l'alimentation. Plus précisément, nous accordons la priorité aux droits collectifs uniques des Peuples Autochtones, ainsi qu'aux droits des autres petits producteurs de denrées alimentaires, en particulier le droit à une vie dans la dignité. Nous avons défendu nos terres et territoires et promu l'agroécologie sous le paradigme de la souveraineté alimentaire comme une voie alternative pour éradiquer la faim et refroidir la planète, ainsi qu'un élément clé pour assurer une transition juste et basée sur les droits afin d'inverser le changement climatique. Nous avons construit notre pouvoir en rassemblant les paysans, les Peuples Autochtones, les travailleurs, les pêcheurs, les éleveurs, les agriculteurs, les femmes et les jeunes, les populations forestières, les consommateurs et les défenseurs de la justice environnementale.

Comment allons-nous nous mobiliser ?

Nous appelons tous les Peuples Autochtones et les autres petits producteurs alimentaires qui luttent pour un changement des politiques publiques en faveur de la souveraineté alimentaire, de la justice climatique, de la solidarité et de la paix, de la justice sociale, économique, raciale et de genre à se joindre à nos mobilisations à partir du 16 octobre, 2023.

Nous vous appelons tous à rejoindre nos mobilisations globales, décentralisées et ancrées dans les agendas et les réalités des différentes régions du monde.

Actions déjà annoncées :

- Nous mènerons des actions de protestation spécifiques lors du Forum mondial de l'alimentation de la FAO (du 16 au 20 octobre) afin de dénoncer le récent agenda des priorités communes de la FAO, qui a établi une politique d'ouverture sans précédent pour le secteur des entreprises, et une approche multipartite favorable à l'industrie.

- Nous enverrons des lettres aux gouvernements nationaux pour leur demander de soutenir la protection de la FAO contre l'influence des entreprises et de nouvelles initiatives en faveur d'une transformation démocratique des systèmes alimentaires basée sur la souveraineté alimentaire et les droits collectifs des peuples indigènes, des petits producteurs de denrées alimentaires et des citoyens.
- Nous organiserons un [briefing en ligne du CIP](#) le jeudi 12 d'octobre pour présenter une déclaration à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation.
- Nous organiserons une tempête sur les médias sociaux le lundi 16 octobre. Vous trouverez [ici](#) plus d'instructions sur la manière de vous impliquer et de partager votre action locale avec nous !